



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

LE PÉTROLE : OUTIL DE NÉGOCIATION POUR LES KURDES D'IRAK

Léna Loussert / Diplômée de l'Académie diplomatique
de Vienne et d'IRIS Sup'

Octobre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Léna Loussert / Diplômée de l'Académie diplomatique de Vienne et d'IRIS Sup'



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Après plus de deux ans d'interruption, les exportations de pétrole du Kurdistan irakien viennent tout juste de reprendre, grâce à un accord transitoire signé le 11 août 2025 entre Bagdad, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et plusieurs compagnies pétrolières internationales¹.

Cette relance, saluée comme un tournant économique, masque toutefois une réalité persistante : loin d'être un outil d'indépendance, le pétrole reste un levier de pouvoir fragile, soumis aux aléas juridiques, politiques et géopolitiques.

Depuis trois décennies, l'or noir façonne le destin du Kurdistan irakien. À la fois instrument de légitimation interne, de négociation avec le pouvoir central et de projection à l'international, il incarne l'ambivalence d'une région tiraillée entre émancipation et dépendance. À travers les tensions constitutionnelles, les conflits budgétaires, les rivalités partisans et les mobilisations sociales, le pétrole s'impose comme un prisme essentiel pour comprendre les équilibres — et déséquilibres — du pouvoir kurde en Irak.

UN POUVOIR PÉTROLIER FORGÉ DANS LE VIDE JURIDIQUE

Depuis l'adoption de la Constitution irakienne en 2005, la question du partage des ressources naturelles demeure au cœur des tensions entre Bagdad, capitale irakienne, et Erbil, capitale de la région kurde. La Constitution prévoit que le gouvernement fédéral, en coordination avec les régions productrices, administre les ressources pétrolières et gazières dans l'intérêt de tout le peuple irakien, en garantissant une répartition équitable des revenus et un développement équilibré. Cependant, faute de mécanismes clairs, cette gestion conjointe prête à des interprétations divergentes.

Profitant de cette ambiguïté, le GRK a affirmé sa souveraineté économique et politique. En effet, en 2007, sur la base de sa propre lecture de la Constitution, le Parlement kurde a adopté une loi autorisant la signature directe de contrats avec des compagnies étrangères². Plus de 50 contrats de partage de production ont ainsi été conclus avec des entreprises internationales, échappant au contrôle de Bagdad. Cette initiative, ultérieurement jugée inconstitutionnelle par décision de la Cour suprême fédérale irakienne du 15 février 2022, marque un tournant dans la relation Erbil-Bagdad, le pétrole devenant alors un levier de

¹ Parmi les compagnies pétrolières internationales ayant signé l'accord on trouve notamment : Gulf Keystone Petroleum Ltd (Royaume-Uni), ShaMaran Petroleum Corp (Canada), WesternZagros Resources Ltd (Canada), HKN Energy Ltd (États-Unis), Hunt Oil Company (États-Unis) et Kalegran Ltd (Hongrie). DNO ASA (Norvège) et Genel Energy PLC (Grande Bretagne) n'ont pas signé formellement l'accord mais le soutiennent et se sont adaptés aux nouvelles réglementations.

² Oil and Gaz Law of the Kurdistan Region - Iraq - Law No. (22)

pouvoir pour Erbil, utilisé à la fois comme outil de négociation avec Bagdad et comme symbole de son autonomie politique.

UNE RELATION BUDGÉTAIRE SOUS TENSION

Depuis 2014, le bras de fer entre Erbil et Bagdad rythme la vie politique irakienne. Lorsque le GRK exporte son pétrole sans passer par la compagnie publique SOMO (State Organization for Marketing Oil), Bagdad suspend les transferts budgétaires dus à la région. L'accord de 2019, prévoyant la livraison de 250 000 barils par jour de pétrole kurde en échange de 12 % du budget national et du paiement des salaires des fonctionnaires kurdes, n'a tenu que quelques mois.

Les tensions entre Erbil et Bagdad se sont intensifiées en 2023, après une décision de la Cour internationale d'arbitrage, en date du 25 mars, condamnant la Turquie pour violation d'un accord sur les exportations pétrolières irakiennes. Cet accord de 1973 encadrait les exportations pétrolières irakiennes *via* l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan et réservait ce droit au seul gouvernement fédéral. En réaction à cette décision, l'oléoduc reliant les champs pétroliers kurdes au port turc de Ceyhan a été fermé, privant le GRK de sa principale source de revenus. Cette crise a révélé une réalité frappante : loin de garantir l'indépendance énergétique, le pétrole s'est transformé en outil de pression pour Bagdad.

Ce n'est qu'en juillet 2025, après de longs mois de négociations, qu'un accord a été conclu entre Erbil et Bagdad³. Il prévoit la livraison quotidienne de minimum 230 000 barils de pétrole par le GRK à l'État fédéral, en échange d'une compensation financière⁴ et du paiement des salaires des fonctionnaires kurdes, officialisant ainsi la dépendance persistante du Kurdistan vis-à-vis du pouvoir central.

³ Gouvernement régional du Kurdistan, Ministère des Ressources naturelles, « Kurdistan Region and Iraq Agree on Oil Export Mechanism », 13 août 2025.

⁴ La compensation financière est fixée provisoirement à 16 USD par baril, avec un taux intermédiaire de 14 USD par baril prévu pour la phase initiale après relance. Cette compensation sera ensuite ajustée rétroactivement après une évaluation détaillée des coûts par un consultant international.

UN OUTIL DE NÉGOCIATION AFFAIBLI PAR UN MANQUE D'UNITÉ KURDE

L'efficacité du pétrole comme outil de négociation ne dépend pas seulement des relations avec Bagdad, mais aussi de la capacité du GRK à assurer une gouvernance unifiée, cohérente et transparente de cette ressource. Or, la gestion pétrolière au Kurdistan irakien est profondément marquée par des clivages politiques internes, notamment entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ces deux formations exercent un contrôle territorial différencié au sein du Kurdistan irakien, le premier dominant les provinces d'Erbil et de Duhok, le second celles de Souleymanieh et Halabja. Chacun maintient ses propres forces de sécurité, services de renseignement et réseaux administratifs. Cette répartition, bien qu'informelle, reflète une fragmentation du pouvoir au sein de la région autonome, alimentée par des rivalités persistantes sur la gestion des ressources, les relations avec Bagdad et le partage des revenus.

En effet, ces rivalités alimentent des visions divergentes : le PDK défend une politique énergétique indépendante de Bagdad, tandis que l'UPK privilégie un dialogue plus conciliant avec le gouvernement fédéral. Ce désalignement nuit à la cohérence des positions kurdes dans les négociations nationales et affaiblit la crédibilité du GRK face à ses partenaires régionaux et internationaux.

Par ailleurs, la rente pétrolière a contribué à renforcer un système clientéliste, caractérisé par une redistribution opaque des revenus et par le maintien d'un secteur public hypertrophié. Ce modèle a suscité un mécontentement croissant au sein de la population, comme en témoignent les manifestations qui ont éclaté en août 2020 dans les gouvernorats de Souleymanieh et Halabja pour dénoncer la corruption, le non-paiement des salaires et les conditions de vie dégradées⁵. En définitive, loin de consolider la légitimité du pouvoir régional, la gestion opaque de cette ressource stratégique affaiblit la position du GRK dans ses négociations avec Bagdad. Le pétrole, censé porter le développement et renforcer l'autonomie, devient ainsi un facteur d'instabilité politique, limitant de facto son efficacité comme instrument de négociation.

⁵ Euro-Med Human Rights Monitor, "Cracking down on protesters in Iraqi Kurdistan legitimizes corruption," *Euro-Med Monitor*, 25 August 2020.

UN LEVIER D'AUTONOMIE MAIS UNE LIMITE À LA SOUVERAINETÉ

Si la région du Kurdistan d'Irak a pu affirmer son existence en tant qu'acteur clé au sein du paysage irakien, les hydrocarbures ont constitué à la fois le socle de cette affirmation et la principale source de sa vulnérabilité. En effet, le pétrole a été à la fois un instrument d'autonomisation et un facteur structurel de dépendance politique et financière vis-à-vis de Bagdad. Disposant d'importantes réserves⁶, le GRK a pu signer des contrats directs avec des compagnies internationales, consolidant ainsi une marge de manœuvre politique et économique face au pouvoir central. Toutefois, cette autonomie reste largement contrainte par la mainmise de Bagdad sur les infrastructures d'exportation et les transferts budgétaires, faisant du pétrole une ressource ambivalente : à la fois outil de négociation autant que source de fragilité.

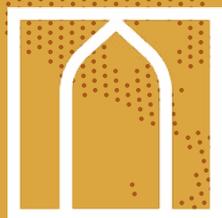
La reprise des exportations pétrolières kurdes depuis fin septembre 2025, après deux ans de blocage, permet au GRK de réinjecter des revenus vitaux dans une économie en crise, notamment pour le paiement des salaires publics. Mais cette reprise a aussi mis en lumière la fragilité persistante d'un modèle économique entièrement dépendant du pétrole et exposé aux pressions de Bagdad et des voisins régionaux.

Le véritable enjeu pour les autorités kurdes n'est donc plus tant la maîtrise de la production que la capacité à dépasser la dépendance à la rente pétrolière. Si le GRK échoue à convertir cette ressource en un moteur de développement durable et de diversification économique, l'outil de négociation risque de se muer en talon d'Achille.

Dans un Moyen-Orient en recomposition, l'avenir du Kurdistan pourrait bien se jouer moins dans la gestion de ses gisements que dans sa faculté à penser et anticiper l'après-pétrole.

⁶ Les estimations suggèrent que le Kurdistan irakien détient environ 45 à 50 milliards de barils de réserve prouvées, soit près de 30% des réserves pétrolières totales de l'Irak

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.